

---

Il ne faut donc pas s'étonner que le problème énergétique constitue un important élément du dialogue Nord-Sud. Les pays de l'OPEP refusent systématiquement de discuter de questions de prix et d'approvisionnement avec les pays industrialisés à moins qu'elles ne soient abordées dans le cadre du débat plus général sur ce qu'il est convenu d'appeler le nouvel ordre économique. En d'autres termes, ils ne se disent disposés à jeter le pétrole dans la balance que si les pays industrialisés acceptent de négocier des modifications aux règles internationales relatives au commerce, aux questions monétaires, aux produits de base et au développement. Jusqu'à présent, les pays membres de l'OPEP et les autres pays en développement ont fait front commun bien qu'on ait noté des signes de tension à la CNUCED V ainsi qu'à la récente Conférence des non-alignés à La Havane.

Diverses tentatives ont été faites pour favoriser l'amorce d'un dialogue international sur l'énergie. Une conférence sur les ressources énergétiques nouvelles et renouvelables doit avoir lieu en 1981 sous l'égide des Nations Unies. Comme je l'ai déjà dit, le président Portillo du Mexique a pour sa part exposé les grandes lignes d'un plan énergétique mondial. Les pays en développement ont saisi les Nations Unies d'une proposition visant la tenue de négociations globales sur la coopération économique internationale dans le cadre desquelles serait abordée "simultanément" la question de l'énergie. Ces négociations auraient pour but d'examiner les grandes questions touchant le dialogue Nord-Sud et les relations entre elles, et de rechercher des solutions. On y aborderait entre autres "les problèmes relatifs aux matières premières, à l'énergie, au commerce, au développement, aux questions monétaires et aux finances". La résolution bénéficie de l'appui des 119 membres du groupe des 77. Advenant son adoption, les négociations pourraient débiter l'an prochain, mais il est évident qu'elles pourraient toucher des domaines dont s'occupent déjà d'autres organismes et qu'elles progresseraient difficilement en raison du grand nombre de points à l'ordre du jour et de participants éventuels.

Vous vous souviendrez sans doute que les participants à la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) tenue il y a quelques années poursuivaient sensiblement les mêmes objectifs généraux mais n'ont pas réussi à régler le problème de l'énergie. Si les difficultés que connaissent les pays en développement non producteurs de pétrole demeureront un élément crucial du dialogue Nord-Sud dans les années 80, on n'entrevoit encore à l'heure actuelle aucun moyen d'entreprendre des négociations constructives. L'un des plus grands enjeux des années 1980 consistera à sortir de cette impasse.

Quelle que soit l'issue du débat et de la coopération en matière d'énergie, les pays industrialisés sont sans aucun doute profondément engagés dans une analyse collective de leurs problèmes énergétiques. Au sein de la Communauté européenne apparaissent les premières ébauches d'une politique commune à cet égard. L'Agence internationale de l'énergie dont font partie un nombre plus grand encore de pays industrialisés constitue une tribune et un cadre pour l'action collective. A l'OCDE, toutes les discussions sur les politiques économiques des pays membres tournent autour des répercussions de la crise énergétique. Quant aux sommets économiques auxquels le Canada participe aux côtés des six autres principaux pays industrialisés, ils portent de

---